

World Coalition Against the Death Penalty (WCADP) is seriously alarmed by the threat of death sentences made by Chinese officials in Urumqi following recent unrest in Urumqi. This threat by the Chinese officials not only indicates the lack of rule of law in China but is also detrimental to the alleviation of tension between Han Chinese and Uyghur. It also violates the core values and spirit of the International Covenant on Civil and Political Rights (ICCPR) that China has signed and repeatedly stated its intention to ratify as well as the Convention Against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (CAT) which China has ratified.

Therefore, World Coalition Against the Death Penalty (WCADP), representing member organizations, urges:

1. The initiation of an open, independent, transparent, fair and impartial investigation following the recent reports of violence on the part of both demonstrators and security forces. The Chinese authorities should also ensure unconditional media access in the Region;
2. All the suspects arrested in this incident be guaranteed fair and open investigation and trial, defence lawyers be independent of government pressure, and all defence lawyers be able to freely carried out their role as defence lawyers;
3. Right to life is one of the basic human rights. The death penalty is not only a cruel and inhuman punishment but is also applied discriminatorily utilized as means of suppressing minorities and dissidents. The Chinese government should act in accordance with International Covenant on Civil and Political Rights (ICCPR) and UN Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (CAT) instead of using death penalty as means of governance and suppressing the dissidents. The threat of death penalty from the Chinese officials concerning those arrested in this incident is opposed by the World Coalition Against the Death Penalty.

(traduction libre)

La Coalition mondiale contre la peine de mort (WCADP) est gravement préoccupée par les menaces d'application de la peine de mort proférées par les autorités chinoises d'Urumqi à la suite des troubles récents à Urumqi. Cette menace proférée par les autorités chinoises indique non seulement l'absence d'état de droit en Chine, mais est également préjudiciable à l'atténuation de la tension entre les peuples d'ethnies Chinoise Han et Ouïgour. En outre, elles violent les valeurs fondamentales et l'esprit du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) que la Chine a signé et dont elle a, à maintes reprises, déclaré son intention de la ratifier ainsi que la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (CAT) que la Chine a ratifié.

En conséquence, la Coalition mondiale contre la peine de mort (WCADP), représentant les organisations membres, demande instamment:

1. L'ouverture d'une enquête ouverte, indépendante, transparente, équitable et impartiale à la suite des récentes informations faisant état de faits de violence de la part tant des manifestants que des forces de sécurité. Les autorités chinoises doivent également assurer aux médias un accès incondtionnel à la Région;
2. Tous les suspects arrêtés au cours de ces incidents doivent se voir garanti un procès public et équitable, les avocats de la défense doivent être à l'abri de toute pression du Gouvernement et tous les avocats de la défense doivent être à même d'assumer pleinement leur mission de défense libre et indépendante;
3. Le droit à la vie est l'un des droits fondamentaux de l'homme. La peine de mort n'est pas seulement un châtement cruel et inhumain, mais est également appliquée de façon discriminatoire en tant que moyen de réprimer les minorités et les dissidents. Le Gouvernement chinois doit agir en conformité avec le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) et la Convention des Nations unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (CAT) et non utiliser la peine de mort comme moyen de gouvernance et de suppression des dissidents. Les menaces de peine de mort proférées par les autorités chinoises à l'égard des personnes arrêtées au cours de ces incidents est en opposition aux objectifs poursuivis par la Coalition mondiale contre la peine de mort.